

**Arrêté préfectoral n°296-DDPP-24 portant modification
à l'arrêté de mise en demeure n° 252-DDPP-21 du 8 juin 2021**

Le Préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 du titre VII du livre Ier et l'article L. 511-1 du titre I du livre V ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu l'arrêté n°252/DDPP/2021 du 08 juin 2021 portant mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article R. 515-81 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 20/09/2024 suite à la visite d'inspection réalisée sur site le 06/09/2024 ;

Vu la lettre du 4 octobre 2024 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

Considérant que, suite à la visite d'inspection réalisée sur site le 06/09/2024, l'exploitant prévoit la production d'un rapport de base ;

Considérant que les modifications ne sont pas de nature à induire des inconvénients ou dangers significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le délai fixé à l'article 1^{er} de l'arrêté n°252/DDPP/2021 susvisé pour la remise d'un rapport de base est prorogé jusqu'au 31 décembre 2024. Les devis produits seront fournis à l'inspection dès leur réception.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 4 :

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la LOIRE pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées et le maire de Chateauneuf sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Saint-Étienne, le 30 OCT. 2024

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER

Copie adressée à :

- Industeel France – Usine de Chateauneuf
- Mairie de Chateauneuf
- Archives
- Chrono